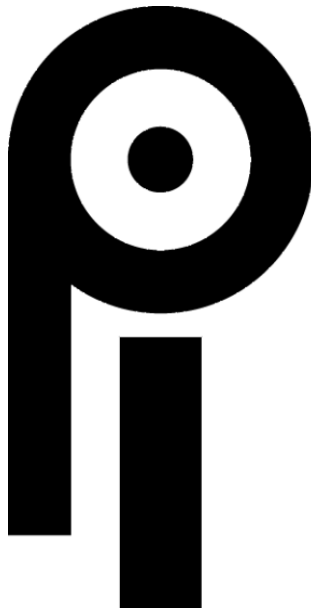


Consultation prébudgétaire 2016-2017 – Soumission



**Institut professionnel de la
fonction publique du Canada.
(IPFPC)**

Février 2016

Introduction

L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC) représente quelque 55 000 scientifiques, vérificateurs, informaticiens et autres professionnels du secteur public dans l'ensemble du pays, pour la plupart employés par le gouvernement fédéral. Nous sommes reconnaissants d'avoir la chance de soumettre nos commentaires avant la présentation du budget fédéral. Nos commentaires concernent surtout trois grandes préoccupations : la revitalisation de la science publique, la réduction de la dispendieuse sous-traitance et l'équité fiscale pour tous.

Revitaliser la science publique

Nos membres veulent aider le gouvernement à faire les « vrais changements » que le premier ministre a décrits dans ses lettres de mandat aux ministres. Mais après près de dix ans de musellement et de compressions sous le gouvernement Harper, la fonction publique a aussi besoin d'être reconstituée. Il faut donc réinvestir dans des programmes essentiels et promouvoir la liberté d'expression, notamment, pour s'assurer que les scientifiques sont effectivement libres de s'exprimer.

Selon au moins un spécialiste des sondages (Angus Reid¹), les Canadiens ont cité le musellement des scientifiques fédéraux et le retrait de l'Accord de Kyoto comme les deux plus grands échecs du gouvernement Harper.

Un sondage auprès des scientifiques mené en 2013 par Environics Research illustre à quel point les scientifiques du gouvernement s'estimaient muselés et comment cette situation nuisait à l'exercice de leurs fonctions principales, qui consistent à donner des conseils fondés sur des données objectives pour le bien et la sécurité de tous les Canadiens².

Nos membres donnent des services essentiels au Canada et aux Canadiens, et ce, tous les jours. Par exemple :

- Ils inspectent et approuvent les aliments que nous consommons, les jouets et les produits que nous utilisons et les vaccins et médicaments sur lesquels nous comptons;
- Ils font des prévisions météorologiques et émettent des avis de tempête, assurent le transport sécuritaire des personnes et interviennent dans les situations d'urgence où des vies ou l'environnement sont en danger;
- Ils aident à trouver des solutions aux problèmes mondiaux que posent les changements climatiques, les pandémies, le développement durable et la faim dans le monde;

¹ *The Harper Legacy*, Angus Reid, 30 octobre 2015. <http://angusreid.org/the-harper-legacy/>

² *Coup de froid sur la science publique*, IPFPC, 2013, et *La désintégration de la science publique au Canada*, IPFPC, 2014

- Ils sont les précurseurs de découvertes mondiales, telles que les premières animations par ordinateur, le stimulateur cardiaque, les isotopes médicaux et la technologie holographique anticontrefaçon, qui stimulent l'innovation et la croissance économique du Canada.

Ces dernières années, la science a beaucoup régressé au gouvernement fédéral, alors que le financement des activités scientifiques et le nombre de scientifiques employés ont énormément diminué. Par exemple³:

- Entre 2012 et 2016, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a perdu 1407 postes d'employés à temps plein, soit 20 % de ses effectifs. (Plus de 50 % des postes supprimés étaient rattachés aux programmes qui réduisent les risques pour la santé humaine);
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) a éliminé 1764 emplois entre 2011 et 2015;
- Le ministère des Pêches et des Océans aura perdu 30 % de son personnel affecté au programme des espèces en péril entre 2010 et 2017;
- Selon le dernier Rapport sur les plans et les priorités, Environnement Canada aura réduit de 21 % ses effectifs au cours de cette même période et éliminé notamment 338 postes à la Division des changements climatiques.
- Au printemps 2015, au moins 1116 emplois avaient été éliminés à Santé Canada et 349 à Ressources naturelles Canada⁴.
- Le gouvernement Harper a radicalement changé le mandat du Conseil national de recherches du Canada, en privant ce dernier du financement dont il avait besoin pour faire de la recherche de base et mieux adapter ses activités à l'industrie et en réduisant ses effectifs de plus de 800 postes depuis 2008⁵.

Même si l'une des premières actions du nouveau gouvernement libéral a été de déclarer que les scientifiques fédéraux retrouvaient la liberté de parler de leurs recherches aux médias et au public, il n'existe pas de nouvelle politique pour clarifier ou codifier cette liberté ni de processus de règlement des plaintes dans la fonction publique qui permette aux scientifiques de dénoncer les situations qui portent atteinte ou font obstruction à cette liberté.

Pour rétablir la science au gouvernement fédéral, il faut réinvestir considérablement dans le personnel et les programmes et nommer un dirigeant principal de la science qui défendra ardemment l'intégrité scientifique dans la fonction publique. Ensemble, nous croyons que ces

³ Données tirées du document *The State of Public Services and How to Fix Them*, CCPA (Howie West), 19 janvier 2016, à moins d'indications contraires, https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2016/01/State_of_Federal_Public_Services.pdf

⁴Données actualisées fournies par les recherchistes de l'IPFPC.

⁵ Ibidem

⁵ Ibidem

initiatives sont nécessaires pour concrétiser et renforcer l'engagement continu du gouvernement à l'égard de l'élaboration des politiques publiques fondées sur des données vérifiables.

Recommandation pour le budget de 2016-2017 : revitaliser la science publique

- Réinvestir dans le processus décisionnel fondé sur des données objectives dans les ministères à vocation scientifique;
- Adopter des politiques qui garantissent que les scientifiques canadiens sont libres de parler et qui leur donnent plus d'occasions de partager leurs découvertes dans des conférences ou ailleurs, au pays et à l'étranger;
- Nommer un dirigeant principal de la science qui défend ardemment l'intégrité scientifique dans la fonction publique.

Réduire la dispendieuse sous-traitance et préserver l'expertise professionnelle

La sous-traitance est de plus en plus courante pour des périodes de plus en plus longues, et c'est ce qui cause la détérioration du lien contractuel entre les fonctionnaires et le gouvernement fédéral. Elle fait augmenter les coûts pour les Canadiens; elle réduit la transparence, la responsabilité financière et les mesures de contrôle; et elle provoque la perte du savoir institutionnel et le contournement des normes d'emploi fédérales sur le bilinguisme, l'inclusivité, et l'embauche fondée sur le mérite.

Nous pensons que la lutte à la sous-traitance est importante pour le bien collectif, car :

- Le gouvernement fédéral dépense actuellement plus de 10 milliards de dollars par année en sous-traitance, soit plus que les budgets de Statistique Canada, de Santé Canada, de Pêches et Océans Canada, d'Environnement Canada, du Conseil national de recherches du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection du Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et de la Commission canadienne de sûreté nucléaire combinés⁶.
- Il n'existe pas d'estimations officielles (ou du moins publiques) du nombre total de travailleurs contractuels au gouvernement fédéral, qui forment ce qu'on appelle une « fonction publique fantôme ».
- Même si l'on pense généralement que les contrats de sous-traitance sont brefs, ils sont près d'un sur cinq à durer plus de 52 semaines.

⁶ Dépenses budgétaires (budget des dépenses de 2015-2016).

- Dans une étude de 2010, la Commission de la fonction publique (CFP) a démontré que les gestionnaires du gouvernement abusaient des dispositions sur la sous-traitance et contournaient les pratiques d'embauche énoncées dans la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* (LEFP). Cette loi existe pour que la dotation dans les organismes gouvernementaux repose sur des principes comme le mérite, l'intégrité, la transparence, la diversité régionale et ethnique et le bilinguisme.
- Un rapport du vérificateur général de 2012 est venu confirmer ces préoccupations en concluant, notamment, que les ministères fédéraux font très peu d'évaluations des avantages, des coûts et des risques liés au recours à des sous-traitants.
- La sous-traitance ne fait rien économiser. Dans les contrats de sous-traitance, les risques de « glissements de portée » et de « changements de frais » sont d'importants facteurs d'augmentation cachée des coûts. De nombreux contrats dans les domaines de la consultation en gestion ou en informatique et des services d'aide temporaire sont revus à la hausse au moins une fois.
- Des projets de sous-traitance de Services partagés Canada tels que le regroupement à 400 M\$ des systèmes de courriel du gouvernement fédéral accordé à Bell-CGI risque sérieusement de subir de longs retards, de dépasser les coûts et d'avoir des manquements à la sécurité. Le projet de Bell-CGI, par exemple, accuse actuellement un retard de plus 18 mois sur le calendrier convenu. Selon une récente vérification des pratiques de sous-traitance de SPC, la confirmation que les sous-traitants satisfont aux critères de sécurité du gouvernement est le document qui manque le plus souvent au dossier d'achat⁷. Dans son plus récent rapport, le vérificateur général a conclu que SPC néglige de mesurer, de suivre et de communiquer ses dépenses, ses progrès ou ses économies liés au regroupement des systèmes de courriel et à la transformation de l'infrastructure de TI du gouvernement, de manière satisfaisante⁸.

Contrairement à la pratique actuelle, donner les services gouvernementaux en sous-traitance ne garantit pas que les Canadiens obtiennent la meilleure expertise disponible, ni qu'ils l'obtiennent plus efficacement, à moindre coût ou au besoin. L'expertise la meilleure, la plus efficace et généralement la moins chère pour les services publics est déjà là, dans la fonction publique même, et devrait y rester. Les Canadiens méritent la meilleure expertise gouvernementale possible. Ils méritent des services publics insurpassables, responsables, sûrs, économiques et transparents. Le processus d'embauche de la fonction publique fédérale permet d'engager les meilleures personnes et de les payer équitablement et

⁷ « Snail mail? New federal government email system six months behind schedule », par Kathryn May, dans *l'Ottawa Citizen*, 26 juin 2014 (<http://ottawacitizen.com/news/national/snail-mail-new-federal-government-email-system-six-months-behind-schedule>)

⁸ Rapport 4 du vérificateur général du Canada, automne 2015 — Services partagés en technologies de l'information (http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/francais/parl_oag_201602_04_f_41061.html)

de manière transparente. Les raccourcis en matière de ressources humaines tels que la sous-traitance sont préjudiciables aux employés de l'État, aux services publics et aux Canadiens.

Recommandation pour le budget de 2016-2017 : réduire la dispendieuse sous-traitance et préserver l'expertise professionnelle

- Réduire la dépendance aux services d'informaticiens et d'autres professionnels externes, conformément à la promesse faite par M. Trudeau de réduire les dépenses en consultants externes pour qu'elles redescendent aux niveaux de 2005-2006;
- Réinvestir dans la capacité et l'expertise professionnelle internes pour que le gouvernement fédéral ne perde pas sa capacité à donner des services pertinents;
- Éliminer les obstacles internes qui favorisent le recours à la sous-traitance, tels que des gels d'embauche interne et de lourdes exigences en matière de dotation.

Assurer l'équité fiscale

L'intégrité du régime fiscal ne devrait jamais être mise en doute. Et pourtant c'est exactement ce qui s'est passé ces dernières années. Les compressions budgétaires et les erreurs en matière de politiques ont contribué à créer un régime fiscal de plus en plus dysfonctionnel. Le rétablissement de l'équité et de l'intégrité de notre régime fiscal exige non seulement la fin des attaques du gouvernement précédent contre les organismes de bienfaisance publics, mais aussi des investissements dans le personnel et la structure de l'Agence du revenu du Canada (ARC) qui lui permettent de combattre l'évasion fiscale internationale et de percevoir les recettes dont les programmes gouvernementaux fédéraux ont grand besoin.

L'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable estime les recettes fiscales perdues dans des paradis fiscaux à 7,8 milliards de dollars et pense qu'à l'heure actuelle, près de 199 milliards de dollars sont cachés par des sociétés canadiennes dans des paradis fiscaux⁹. Les chiffres du ministère des Finances montrent que chaque dollar investi dans la lutte contre l'évasion fiscale internationale et les

⁹ Exposé présenté par Canadiens pour une fiscalité équitable au Comité des finances de la Chambre des communes le 14 février 2013, <http://tackletaxhavens.ca/sites/tackletaxhavens.ca/files/attach/brief%20to%20FINA%20on%20tax%20havens.pdf>

stratagèmes d'évitement fiscal sophistiqués rapporte 10 dollars¹⁰, ce qui prouve que les investissements dans un régime fiscal plus juste s'autofinancent.

Pourtant, en cinq ans, entre 2012 et 2017, l'ARC aura supprimé plus de 4000 postes et amputé son budget annuel de près d'un milliard de dollars¹¹. Ces compressions empêchent l'ARC d'enquêter efficacement et de réclamer aux fraudeurs les recettes perdues. Comme plus de 600 postes de membres de l'IPFPC ont été touchés, les sections des enquêtes criminelles, du programme spécial d'exécution, des évasions fiscales à l'étranger et des planifications fiscales abusives, notamment, ont beaucoup perdu de leur capacité.

À cette réduction du personnel, il faut ajouter les politiques douteuses adoptées par le gouvernement Harper et ses mesures de restructuration peu judicieuses, qui continuent à nuire aux efforts visant à faire payer à tous les Canadiens, et en particulier aux plus riches, leur juste part d'impôt. Les restructurations visant à rationaliser les processus de vérification et les changements d'orientation dans les politiques provoquent la réduction des capacités et une perte d'expertise et motivent des accusations selon lesquelles la politique s'imisce de plus en plus dans les vérifications.

Il s'ensuit qu'on accorde moins d'attention à ceux qui s'évertuent le plus à ne pas payer d'impôts. Selon un rapport préparé pour Revenu Canada par le Walker Consulting Group¹², on cherche de plus en plus les erreurs évidentes dans les déclarations de petits contribuables au lieu de cibler les déclarations de ceux qui recourent à de grandes stratégies compliquées d'évitement fiscal.

L'équité fiscale, la préservation de la réputation d'impartialité de l'ARC et le rendement de l'investissement des contribuables devraient dicter la conduite du gouvernement actuel. Celle-ci devrait être axée sur la traque aux grands fraudeurs fiscaux.

Recommandation pour le budget de 2016-2017 : suivre une stratégie d'équité fiscale

Nous demandons instamment aux députés de défendre le réinvestissement dans le personnel et l'infrastructure dont l'ARC a besoin pour récupérer l'impôt sur les revenus cachés dans les paradis fiscaux à l'étranger, regagner la confiance du public et appliquer les lois fiscales canadiennes de manière

¹⁰ *Ce qui ne va pas l'ARC? Comment y remédier, Canadiens pour une fiscalité équitable*, décembre 2015, <http://www.taxfairness.ca/fr/news/what-wrong-cra-and-how-fix-it>

¹¹ Rapports sur les plans et les priorités de l'Agence du revenu du Canada, 2011-2012 et 2015-2016

¹² « Revenue agency too timid about big-time tax cheats: report », dans *Ottawa Citizen*, 2 juillet 2014, <http://ottawacitizen.com/news/national/revenue-agency-too-timid-about-big-time-tax-cheats-report>

juste et impartiale. Dans un rapport récent¹³, Canadiens pour une fiscalité équitable recommande sept moyens de corriger les lacunes de l'ARC et de garantir l'équité fiscale :

- Renforcer la capacité;
- Prioriser et poursuivre;
- Enquêter sur des cas complexes;
- Éliminer les échappatoires et corriger les lois;
- Produire un rapport sur l'écart fiscal;
- Diriger une initiative mondiale pour s'attaquer aux paradis fiscaux;
Réformer la fiscalité des entreprises.

¹³ Ibidem